

Conditions de modification par les gestionnaires de réseau public de la puissance de raccordement électrique des utilisateurs

Date de la contribution : 24/05/2024

Les conditions proposées par la CRE représentent une double peine pour les opérateurs de recharge de véhicules électriques et participent à créer des freins à la transition du secteur. En effet, le risque est de faire peser des coûts supplémentaires sur les opérateurs et d'imposer des délais supplémentaires.

Milence demande ainsi que les infrastructures de recharge de véhicules, notamment PL, soient totalement exemptées, comme cela est permis par l'article L. 342-24 du code de l'énergie, afin de ne pas aller à l'encontre des objectifs de décarbonation.

Liste des pièces jointes à la contribution :

Réponse de Milence - CRE.pdf